

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 29/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOLVALOR

LA HAYE DE PAN
35170 Bruz

Références : 2026.04.T168
Code AIOT : 0005802920

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2026 dans l'établissement SOLVALOR implanté 16, chemin du halage BP 207 76300 Sotteville-lès-Rouen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à la visite du 2 avril 2026 qui avait mis en évidence des odeurs persistantes malgré le nettoyage de la zone de stockage de déchets de boues, sources des odeurs. Aussi des prescriptions de mesures d'urgence ont été émises par arrêté préfectoral du 2 avril 2026 imposant à la société SOLVALOR de procéder :

- à la vidange de la machine de traitement par lavage (incluant le silo à boues et le filtre presse), à l'évacuation des eaux de process et des autres matières (fines, boues, etc) vers des installations adaptées et dûment autorisées en vue de leur traitement ;
- à l'évacuation des fines stockées sous la tente en vue de leur traitement, vers une installation adaptée et dûment autorisée.

Cette visite a pour objectif de s'assurer que les dispositions de l'arrêté de mesures d'urgence du 2 avril 2026 étaient bien respectées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLVALOR
- 16, chemin du halage BP 207 76300 Sotteville-lès-Rouen
- Code AIOT : 0005802920
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOLVALOR est autorisée par arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 à exploiter une plate-forme fluviale de transit et valorisation de terres, déblais de chantier et déchets du BTP inertes et non inertes sur les communes de Sotteville-lès-Rouen et Amfreville-la-Mivoie.

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Vidange et évacuation des eaux de process	AP de Mesures d'Urgence du 02/04/2026, article 1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Évacuation des fines stockées sous tente	AP de Mesures d'Urgence du 02/04/2026, article 3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Nettoyage du site	AP de Mesures d'Urgence du 02/04/2026, article 4	/	Demande d'action corrective	1 mois
6	Traitement des déchets de plâtre	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 1.5.1	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 3.1.3	Avec suites, Mesures d'urgence	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Vidange de la machine de traitement	AP de Mesures d'Urgence du 02/04/2026, article 2	Sans objet
5	Réception par un « nez »	AP de Mesures d'Urgence du 02/04/2026, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 2 avril 2026 sont respectées et que le process de traitement par lavage de terres polluées peut être remis en fonctionnement. Les actions mises en place par l'exploitant ont ainsi permis de dissiper les odeurs persistantes des 3 dernières semaines, ce que confirme le rapport de la tournée olfactive d'Atmo Normandie effectuée le vendredi 10 avril 2026.

Toutefois, il persiste quelques odeurs localisées mais beaucoup moins intenses à proximité des bassins du rotoluve qui doivent faire l'objet d'une attention particulière. Il est ainsi attendu de la part de l'exploitant une amélioration sur l'entretien de l'ensemble de ses installations afin de prévenir toutes nouvelles odeurs.

Par ailleurs, un code déchet erroné a été fourni à l'exutoire retenu pour les 900 tonnes de fines évacuées du site SOLVALOR. L'exploitant est invité à reprendre les déchets indûment admis, ou à réaliser une procédure d'acceptation préalable reposant sur un code déchets exact.

De plus, il est demandé à l'exploitant de procéder au nettoyage des fines sèches (non odorantes) résiduelles dans le filtre presse, des déchets présents en surface sur l'eau de la Seine dans l'ancienne zone des terres bâchées HAROPA, de transmettre les résultats d'analyse sur les fines entreposées sous la tente et sur les eaux souillées issues du process industriel éliminés en installation de traitement.

Enfin, il est attendu de la part de l'exploitant de respecter les engagements présentés dans le dossier de porter à connaissance et actés par courrier de la DREAL du 8 décembre 2025, notamment pour l'activité de traitement des déchets de plâtre. Dans ce contexte, en l'absence de place disponible couverte (bâtiment géodis saturé) et d'un hangar fermé pour exercer l'activité de traitement et valorisation de déchets de plâtres, tout nouvel apport de déchets de plâtre est proscrit.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vidange et évacuation des eaux de process

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 02/04/2026, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Procédé de lavage des terres polluées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour ce faire, l'exploitant fait évacuer ces eaux industrielles vers une installation adaptée et dûment autorisée en vue de leur traitement, et ce dans un délai de 8 jours à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Sous 2 jours, l'exploitant adresse un échantillon de ces effluents en vue de leur caractérisation auprès d'un ou plusieurs professionnels du traitement des déchets liquides en capacité d'intervenir</p>

<p>dans les délais susmentionnés.</p> <p>L'exploitant justifiera auprès de l'inspection les quantités d'effluents concernées et les modalités de leur prise en charge (bordereaux d'évacuation, etc.).</p> <p>Après nettoyage, le circuit d'eau du process industriel sera rempli avec de l'eau propre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 15 avril 2026, les bordereaux de suivi de déchets correspondant à l'évacuation de 8 tonnes d'eaux de process vers une installation adaptée et dûment autorisée en vue de leur traitement et connue des services de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'inspection constate également le jour de la visite que l'installation de traitement par lavage des terres polluées est à l'arrêt et que le tank 4 (bac à boues béton) est vidangé et nettoyé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°1 : Dans le but de mieux comprendre l'origine des odeurs, l'exploitant doit sous un délai d'un mois transmettre à l'inspection les résultats d'analyse des eaux de process évacuées et traitées dans la filière choisie et adaptée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Vidange de la machine de traitement

<p>Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 02/04/2026, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation des matériaux odorants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant procède à la vidange des matériaux (terres, boues, sables, graviers, etc.) susceptibles d'être contenus dans son procédé de traitement (machine à laver, bassins, installation de floculation, décanteur clarificateur, silo des boues, filtre presse) dans un délai de 5 jours à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Les matériaux odorants recueillis à l'occasion de ces vidanges et nettoyages font l'objet d'une évacuation, en vue de leur traitement, vers une installation adaptée et dûment autorisée dans un délai n'excédant pas 8 jours à compter de la notification du présent arrêté. Les matériaux en attente d'évacuation sont stockés dans des conditions permettant d'éviter toute diffusion d'odeur.</p> <p>L'exploitant justifiera auprès de l'inspection des quantités concernées et les modalités de leur prise en charge (bordereaux d'évacuation, etc.).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bac à boues béton (Tank n°4) est vide et nettoyé ; - le bac où avait été constaté le déversement les eaux souillées odorantes par les hydrocureurs dans le process est pratiquement vide ; - le filtre presse a été vidé et nettoyé. Toutefois, il subsiste des fines sèches non odorantes dans les

<p>goulottes aux extrémités du filtre presse ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bac des eaux issues du filtre presse est pratiquement vide ; - le bac d'eau claire est rempli mais aucune odeur n'y a été ressentie ; - le silo à boues est à moitié vide selon les dires de l'exploitant. <p>L'inspection n'a pas constaté la présence d'odeur à proximité du procédé de traitement (machine à laver, bassins, installation de floculation, décanteur clarificateur, silo des boues, filtre presse).</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 15 avril 2026 les bordereaux de suivi de déchets correspondants.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Évacuation des fines stockées sous tente

<p>Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 02/04/2026, article 3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Elimination des fines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant procède à l'évacuation de l'ensemble des fines stockées sous la tente en vue de leur traitement, vers une installation adaptée et dûment autorisée dans un délai n'excédant pas 5 jours à compter de la notification du présent arrêté. Il procède à un nettoyage du sol et des parties souillées de la tente avant stockage de nouvelles fines.</p> <p>L'exploitant justifiera auprès de l'inspection des quantités concernées et les modalités de leur prise en charge (bordereaux d'évacuation, etc.).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 8 avril 2026, les bons d'enlèvement des fines stockées sous la tente (pour une quantité d'environ 900 tonnes) vers une installation dûment autorisée et connue des services de l'inspection. L'exploitant précise que ces déchets de fines sont des déchets non dangereux pour lesquels il est en attente d'analyse.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que la tente est vide et l'absence d'odeur comparable à la dernière visite d'inspection.</p> <p>La fiche d'identification préalable à l'admission de déchets relative à la prise en charges des fines en date du 3/4/2026 mentionne le code déchets 17 05 04 afférent à des terres. Or, le déchet transmis correspond au code 19 02 06 "boues provenant des traitements physico-chimiques autres que celles visées à la rubrique 19 02 05* ". Le dossier déposé par la société SOLFILL, voisine de SOLVALOR, et qui vise à valoriser les fines, attribue d'ailleurs à ces fines les codes 19 02 05* ou 19 02 06.</p> <p>Une telle erreur pose question, de la part d'une entreprise spécialisée dans le métier des déchets. Le fait que le rapport de caractérisation des déchets - appelés "terres" - soit daté du 21/11/2025, alors que la décision d'évacuation des fines dans l'exutoire concerné a été prise en mars 2026 n'est pas moins surprenant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n° 2 :</u> la procédure d'acceptation préalable dans l'exutoire retenu ayant manifestement fait l'objet d'erreurs qui ont pu influencer sur la décision d'acceptation des déchets par l'exutoire, et ces déchets n'étant pas encore traités par l'exutoire, SOLVALOR est invité à procéder sous un délai d'un mois à la reprise des 900 tonnes de déchets concernées ou à mener une procédure d'acceptation reposant sur des analyses récentes et un code déchet non erroné. L'inspection des installa-</p>

tions classées sera tenue au courant de l'option retenue et des résultats des analyses éventuellement réalisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Nettoyage du site

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 02/04/2026, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Suivi de déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant effectue les opérations de nettoyage des déchets odorants encore présents sur site dans un délai n'excédant pas 5 jours à compter de la notification du présent arrêté, en réalisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nettoyage complet de la zone « SEA » (murets, dalles, etc.) - le curage des voies de circulation sur lesquelles les engins ont été susceptibles de disséminer des boues odorantes ; - le nettoyage des bassins attenants au rotoluve ; - le pompage et le nettoyage des zones d'eaux stagnantes (notamment aux abords des box des produits finis et de la centrale à béton). <p>Les matériaux en attente d'évacuation sont stockés dans des conditions permettant d'éviter toute diffusion d'odeur.</p> <p>L'ensemble des déchets issus de ces opérations de nettoyage sont évacués et traités vers des filières de traitement adaptées et dûment autorisées. Les justificatifs afférents à l'évacuation de ces déchets sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 15 avril 2026 les bordereaux de suivi de déchets correspondants au vidage et curage des bassins aux abords de l'ancienne zone de la centrale à béton, des bassins attendant au rotoluve.</p> <p>L'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la zone « SEA » de stockage des déchets de boues, source des odeurs a été vidée et nettoyée (dalle et murs) ; - les bassins dit "bassin 5" et le bassin « valoterre » sur l'ancienne zone de la centrale à béton ont été vidés et nettoyés. Ils mériteraient cependant d'être couverts en l'absence de leur utilisation car ils se remplissent avec les eaux de pluie, qui lorsqu'elles stagnent peuvent être à l'origine d'odeur ; - les bassins à proximité du rotoluve, notamment le bassin « jaune », ont été nettoyés. Toutefois, il persiste des odeurs à proximité mais sans comparaison avec celles ressenties antérieurement avec la présence de déchet en surface voire d'algue verte ; - aucune eau stagnante à proximité, notamment aux abords des box des produits finis (tas de gravier) et de l'ancienne centrale à béton. <p>Commentaire :</p> <p>Il est de la responsabilité de l'exploitant de procéder à une veille régulière et un entretien de ses ouvrages afin de prévenir toutes nouvelles odeurs.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande n° 3 : l'exploitant doit sous un délai d'un mois nettoyer les bassins à proximité du rotolue afin de prévenir toutes nouvelles odeurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Réception par un « nez »

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 02/04/2026, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, odeur
Prescription contrôlée : Une fois l'ensemble des travaux réalisés, l'exploitant fait vérifier l'absence de l'odeur incriminée sur l'ensemble du site par une tierce personne compétente formée au langage des nez. Le rapport de réception est transmis à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant indique qu'une tournée olfactive a été organisée le vendredi 10 avril 2026 au matin avec l'organisme Atmo Normandie dont le rapport a été transmis à l'inspection le 14 avril 2026. Ce rapport conclut sur la présence d'odeur d'intensités faibles à modérés ne dépassant jamais 4 sur une échelle de 1 à 6 (6 étant un degré d'intensité très élevée) et des notes aminées (évocation de poisson, poisson avarié) au niveau du rotolue et dans la zone où étaient stockés les déchets de boues, à l'origine des odeurs. L'inspection relève en effet la présence d'une odeur de ce type mais de faible intensité dans les deux zones au niveau du rotolue et de la zone des déchets de boues, à l'origine des odeurs, mais à des niveaux nettement incomparables à celles ressenties lors des événements odorants. De plus, aucun signalement n'a été recensé depuis le 10 avril 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Traitement des déchets de plâtre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Entreposage des déchets de plâtre
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Par courrier du 8 décembre 2025, l'inspection a émis un avis favorable au projet de traitement de déchets de plâtre en mélange sous réserve du respect des engagements présentés dans le dossier

<p>de porter à connaissance du 27 janvier 2025 .</p> <p>Notamment, les activités de broyage doivent être réalisées dans un hangar fermé afin de contenir et prévenir les envols de poussières et les déchets de plâtres doivent être entreposés sous hangar couvert.</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une tente de 400m² environ avec en surface un géotextile et une géomembrane où est entreposé le plâtre concassé intermédiaire.</p> <p>L'inspection constate également la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un autre stock de plâtre intermédiaire non couvert placé en extérieur. L'exploitant déclare déplacer ce jour ce stock sous la tente qui dispose encore de la place nécessaire ; - un autre stock de déchets résiduels de plâtre (refus comprenant le papier, polystyrène...) entreposé en extérieur et qui fait l'objet d'une évacuation prochaine dans une filière dûment autorisée selon les dires de l'exploitant. <p>Enfin, l'inspection constate que le bâtiment "Geodis" est saturé de déchets de plâtres brut en attente de traitement et l'absence d'un hangar fermé pour accueillir l'activité de traitement de plâtres conformément au dossier de porter à connaissance du 27 janvier 2025. L'exploitant indique travailler à l'identification d'exutoires pour le plâtre recyclé. A ce stade, aucun exutoire pérenne n'est identifié.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n° 4</u> : l'exploitant doit sous un délai de 15 jours déplacer le tas de déchets de plâtre intermédiaire sous la tente et évacuer le stock de déchets de "refus" issu de l'activité plâtre vers une filière dûment autorisée dont les bons d'enlèvements seront transmis à l'inspection. Il pourra également justifier par la transmission de photographies.</p> <p>De plus, en l'absence de place disponible couverte (bâtiment géodis saturé) et d'un hangar fermé pour exercer l'activité de traitement et valorisation de déchets de plâtre dans les conditions présentées dans le dossier de porter à connaissance, et en l'absence d'exutoire pour le plâtre recyclé, tout nouvel apport de déchets de plâtre est proscrit.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 7 : Odeurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 3.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plaintes odeurs</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 02/04/2026 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mesures d'urgence • date d'échéance qui a été retenue : 13/04/2026
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de condi-</p>

tions d'anaérobie au sein des déchets stockés et dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert.

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Constats :

L'inspection constate que les bassins et les eaux stagnantes à proximité de tas de graviers dans la zone de l'ancienne centrale à béton ont été nettoyés (cf le point de contrôle n°4).

Toutefois, l'inspection constate la présence d'eau dans le bâtiment. L'exploitant précise avoir déjà procédé au vidage de l'eau mais les dernières pluies se sont à nouveau infiltrées, la toiture n'étant pas étanche. L'exploitant déclare conserver ce bâtiment et réparer l'étanchéité de la toiture.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 5 : l'exploitant doit **sous un délai d'un mois** réparer l'étanchéité de la toiture afin de prévenir les infiltrations d'eau de pluie dans le bâtiment et procéder au pompage de l'eau présente.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois